

C-27

Second Session, Thirty-fifth Parliament,
45 Elizabeth II, 1996

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-27

An Act to amend the Criminal Code (child prostitution, child sex tourism, criminal harassment and female genital mutilation)

REPRINTED AS AMENDED BY THE STANDING COMMITTEE ON JUSTICE AND LEGAL AFFAIRS AS A WORKING COPY FOR THE USE OF THE HOUSE OF COMMONS AT REPORT STAGE AND AS REPORTED TO THE HOUSE ON DECEMBER 5, 1996

NOTE

The amendments made by the Committee are indicated by underlining and vertical lines. The bill as distributed at First Reading may be used for purposes of comparison.

C-27

Deuxième session, trente-cinquième législature,
45 Elizabeth II, 1996

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-27

Loi modifiant le Code criminel (prostitution chez les enfants, tourisme sexuel impliquant des enfants, harcèlement criminel et mutilation d'organes génitaux féminins)

RÉIMPRIMÉ TEL QUE MODIFIÉ PAR LE COMITÉ PERMANENT DE LA JUSTICE ET DES QUESTIONS JURIDIQUES COMME DOCUMENT DE TRAVAIL À L'USAGE DE LA CHAMBRE DES COMMUNES À L'ÉTAPE DU RAPPORT ET PRÉSENTÉ À LA CHAMBRE LE 5 DÉCEMBRE 1996

NOTE

Les modifications apportées par le Comité sont indiquées par des soulignements et des lignes verticales. Aux fins de comparaison, on peut se reporter au projet de loi tel qu'il a été distribué en première lecture.

THE MINISTER OF JUSTICE

LE MINISTRE DE LA JUSTICE

SUMMARY

This enactment amends the *Criminal Code* in respect of certain offences relating to violence against women and children.

The enactment modifies existing provisions to facilitate the apprehension and prosecution of persons seeking the services of children involved in prostitution, whether in or outside Canada.

It also creates an offence of aggravated procuring, with a minimum sentence of five years' imprisonment, for a person living on the avails of prostitution in relation to a person under the age of eighteen, and who uses violence against the person under that age and assists that person to carry on prostitution-related activities for profit.

The enactment provides for an enhanced penalty where a person convicted of criminal harassment also violates a protective court order. It also provides that, irrespective of whether a murder was planned and deliberate, stalkers who ultimately kill their victims are liable for first degree murder when they intended to cause the person murdered to fear for their safety or the safety of anyone known to them.

Although the current *Criminal Code* provisions, in particular those related to aggravated assault, apply to the practice of female genital mutilation, the enactment specifies that female genital mutilation is a "maiming" or "wounding". The enactment expressly provides that persons under the age of eighteen cannot consent to female genital mutilation as defined, nor can any other person consent for them.

Finally, the enactment extends the special provisions available in the *Criminal Code* to ease the testimonial burden of young complainants in respect of certain specified offences, to young witnesses testifying in those cases.

SOMMAIRE

Le texte modifie le *Code criminel* en matière d'infractions relatives à la violence faite aux femmes et aux enfants.

Il modifie les dispositions actuelles de façon à faciliter l'arrestation et la poursuite des clients d'enfants impliqués dans la prostitution au Canada ou à l'étranger.

Il crée une infraction de proxénétisme grave, assortie d'une peine minimale de cinq ans d'emprisonnement, si le proxénète qui vit des produits de la prostitution d'une personne âgée de moins de dix-huit ans use de violence à son égard et l'aide à se livrer à la prostitution à des fins de profit.

Le texte prévoit une peine plus importante pour la personne reconnue coupable de harcèlement criminel si elle a contrevenu à une ordonnance préventive en matière de harcèlement. Il prévoit aussi que, indépendamment du fait qu'un meurtre ait été commis avec préméditation, la personne qui tue sa victime après l'avoir harcelée est coupable de meurtre au premier degré si elle avait l'intention de faire craindre à la victime pour sa sécurité ou celle d'une de ses connaissances.

Bien que les dispositions du *Code criminel*, notamment celles visant les voies de fait graves, s'appliquent à la mutilation d'organes génitaux féminins, le texte précise que celle-ci constitue une blessure ou une mutilation. De plus, il prévoit expressément que les jeunes de moins de dix-huit ans ne peuvent consentir à une telle mutilation et que d'autres personnes ne peuvent y consentir à leur place.

Enfin, le texte prévoit que les jeunes qui témoignent, dans le cadre de certaines infractions spécifiques, peuvent bénéficier des dispositions particulières du *Code criminel* visant à faciliter le témoignage des jeunes plaignants.

BILL C-27

An Act to amend the Criminal Code (child prostitution, child sex tourism, criminal harassment and female genital mutilation)

Preamble

WHEREAS the Parliament of Canada has grave concerns regarding violence against women and children and, in particular, child prostitution, criminal harassment and female genital mutilation;

WHEREAS children, by virtue of their lack of maturity, are more vulnerable than adults to danger, exploitation and abuse and are in greater need of protection;

WHEREAS the 9th United Nations Congress on the Prevention of Crime and the Treatment of Offenders (Cairo, 1995) urged Member States to adopt measures to prevent, prohibit, eliminate and impose effective sanctions against practices harmful to women and children;

WHEREAS the United Nations Declaration on the Elimination of Violence against Women (General Assembly resolution 48/104, 20 December 1993) and the Platform for Action of the Fourth World Conference on Women (Beijing, 1995) recognize that violence against women both violates, and impairs or nullifies, the enjoyment by women of their human rights and fundamental freedoms;

WHEREAS the Parliament of Canada has grave concerns regarding the prostitution of children, whether in or outside Canada;

WHEREAS, by ratifying the United Nations Convention on the Rights of the Child, Canada has undertaken to protect children from all forms of sexual exploitation and sexual abuse, and to take measures to prevent the exploitative use of children in prostitution or other unlawful sexual practices;

WHEREAS a strong statement denouncing the exploitation of children involved in pros-

PROJET DE LOI C-27

Loi modifiant le Code criminel (prostitution chez les enfants, tourisme sexuel impliquant des enfants, harcèlement criminel et mutilation d'organes génitaux féminins)

Préambule

Attendu :

que le Parlement du Canada se préoccupe sérieusement de la violence faite aux femmes et aux enfants, notamment en ce qui touche la prostitution chez les enfants, le harcèlement criminel et la mutilation d'organes génitaux féminins;

que les enfants sont, en raison de leur manque de maturité, plus vulnérables que les adultes en ce qui touche l'exploitation et les mauvais traitements et doivent être davantage protégés;

que le 9^e Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants (Le Caire, 1995) prie les États Membres d'adopter des mesures visant à prévenir, prohiber et éliminer les pratiques préjudiciables aux femmes et aux enfants, ainsi qu'à imposer des sanctions efficaces à l'encontre des auteurs de ces actes;

que la Déclaration sur l'élimination de la violence à l'égard des femmes (résolution 48/104 de l'Assemblée générale, 20 décembre 1993) et le programme d'action de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes (Beijing, 1995) reconnaissent que la violence faite aux femmes constitue une violation des droits de la personne humaine et des libertés fondamentales et empêche partiellement ou totalement les femmes de jouir de ces droits et libertés;

que le Parlement du Canada se préoccupe sérieusement de la prostitution des enfants au Canada ou à l'étranger;

que, en ratifiant la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant, le

titution, in particular by their procurers, should be sent to the general public and, in particular, to persons involved in the administration of justice;

WHEREAS the Parliament of Canada wishes to strongly denounce criminal harassment in Canadian society by strengthening the criminal law in this area, thereby providing further protection to the life, liberty and security of women and other victims of criminal harassment;

WHEREAS the Parliament of Canada has grave concerns regarding the practice of female genital mutilation and in particular where that practice involves children;

AND WHEREAS the Parliament of Canada believes that a clear statement that the criminal law of Canada applies to the practice of female genital mutilation will facilitate ongoing educational efforts in this area;

Canada s'est engagé à protéger l'enfant contre toutes les formes d'exploitation sexuelle et les mauvais traitements d'ordre sexuel, notamment à prendre des mesures pour empêcher que les enfants ne soient exploités dans le cadre de la prostitution ou d'autres pratiques sexuelles illégales;

qu'un message clair dénonçant l'exploitation des enfants dans le cadre de la prostitution, notamment par les proxénètes, doit être donné à la population en général et aux personnes s'occupant de l'administration de la justice en particulier;

que le Parlement du Canada entend dénoncer fermement le harcèlement criminel dans la société canadienne en renforçant les règles du droit criminel dans ce domaine et en accordant ainsi une plus grande protection à la vie, à la liberté et à la sécurité des femmes et autres victimes d'un tel harcèlement;

que le Parlement du Canada se préoccupe sérieusement de la pratique de la mutilation d'organes génitaux féminins, notamment à l'égard des enfants;

que le Parlement du Canada est d'avis que, en déclarant que le droit criminel s'applique à la mutilation d'organes génitaux féminins, il appuiera les mesures d'éducation en cours à cet égard,

R.S., c. C-46; R.S., cc. 2, 11, 27, 31, 47, 51, 52 (1st Suppl.), cc. 1, 24, 27, 35 (2nd Suppl.), cc. 10, 19, 30, 34 (3rd Suppl.), cc. 1, 23, 29, 30, 31, 32, 40, 42, 50 (4th Suppl.); 1989, c. 2; 1990, cc. 15, 16, 17, 44; 1991, cc. 1, 4, 28, 40, 43; 1992, cc. 1, 11, 20, 21, 22, 27, 38, 41, 47, 51; 1993, cc. 7, 25, 28, 34, 37, 40, 45, 46; 1994, cc. 12, 13, 38, 44; 1995, cc. 5, 19, 22, 27, 29, 32, 39, 42

NOW, THEREFORE, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

L.R., ch. C-46; L.R., ch. 2, 11, 27, 31, 47, 51, 52 (1^{er} suppl.), ch. 1, 24, 27, 35 (2^e suppl.), ch. 10, 19, 30, 34 (3^e suppl.), ch. 1, 23, 29, 30, 31, 32, 40, 42, 50 (4^e suppl.); 1989, ch. 2; 1990, ch. 15, 16, 17, 44; 1991, ch. 1, 4, 28, 40, 43; 1992, ch. 1, 11, 20, 21, 22, 27, 38, 41, 47, 51; 1993, ch. 7, 25, 28, 34, 37, 40, 45, 46; 1994, ch. 12, 13, 38, 44; 1995, ch. 5, 19, 22, 27, 29, 32, 39, 42

1. Section 7 of the Criminal Code is amended by adding the following after subsection (4):

1. L'article 7 du Code criminel est modifié par adjonction, après le paragraphe (4), de ce qui suit :

Offence in relation to child sex tourism

(4.1) Notwithstanding anything in this Act or any other Act, every one who, outside Canada, commits an act or omission that if committed in Canada would be an offence against section 151, 152, 153, 155 or 159, subsection 160(2) or (3), section 163.1, 170, 171 or 173 or subsection 212(4) shall be deemed to commit that act or omission in Canada if the person who commits the act or omission is a Canadian citizen or a permanent resident within the meaning of the *Immigration Act*.

(4.1) Nonobstant les autres dispositions de la présente loi ou toute autre loi, la personne qui, à l'étranger, commet un acte par action ou omission qui, s'il était commis au Canada, constituerait une infraction aux articles 151, 152, 153, 155 ou 159, aux paragraphes 160(2) ou (3), aux articles 163.1, 170, 171 ou 173 ou au paragraphe 212(4) est réputée avoir commis cet acte au Canada si elle a la citoyenneté canadienne ou est un résident permanent au sens de la *Loi sur l'immigration*.

Infraction concernant le tourisme sexuel impliquant des enfants

No proceedings

(4.2) Proceedings with respect to an act or omission that if committed in Canada would be an offence against section 151, 152, 153, 155 or 159, subsection 160(2) or (3) or section 163.1, 170, 171 or 173 shall be instituted in Canada only if a request to that effect to the Minister of Justice of Canada is made by:

(a) any consular officer or diplomatic agent accredited to Canada by the state where the offence has been committed; or

(4.2) Il ne peut être engagé de procédures relativement à un acte commis par action ou omission qui, s'il était commis au Canada, constituerait une infraction aux articles 151, 152, 153, 155 ou 159, aux paragraphes 160(2) ou (3) ou aux articles 163.1, 170, 171 ou 173 que si une demande est présentée au ministre de la Justice du Canada par :

a) tout fonctionnaire consulaire ou agent diplomatique accrédité auprès du Canada par l'État sur le territoire duquel l'infraction a été commise;

Demande au ministre de la Justice

Consent of Attorney General

(b) any minister of that state communicating with the Minister through the diplomatic representative of Canada accredited to that state.

(4.3) Proceedings referred to in subsection (4.2) may only be instituted with the consent of the Attorney General.

2. (1) Paragraphs 212(1)(b) and (c) of the Act are replaced by the following:

- (b) inveigles or entices a person who is not a prostitute to a common bawdy-house for the purpose of illicit sexual intercourse or prostitution,
- (c) knowingly conceals a person in a common bawdy-house,

(2) Paragraph 212(1)(f) of the Act is replaced by the following:

- (f) on the arrival of a person in Canada, directs or causes that person to be directed or takes or causes that person to be taken, to a common bawdy-house,

(3) Section 212 of the Act is amended by adding the following after subsection (2):

(2.1) Notwithstanding paragraph (1)(j) and subsection (2), every person who lives wholly or in part on the avails of prostitution of another person under the age of eighteen years, and who

- (a) for the purposes of profit, aids, abets, counsels or compels the person under that age to engage in or carry on prostitution with any person or generally, and
- (b) uses, threatens to use or attempts to use violence, intimidation or coercion in relation to the person under that age,

is guilty of an indictable offence and liable to imprisonment for a term not exceeding four years but not less than five years.

(4) Subsections 212(3) and (4) of the Act are replaced by the following:

Aggravated offence in relation to living on the avails of prostitution of a person under the age of eighteen years

R.S., c. 19 (3rd Supp.), s. 9

b) tout ministre de cet État communiquant avec lui par l'intermédiaire des agents diplomatiques de Sa Majesté dans cet État.

(4.3) Les procédures visées au paragraphe (4.2) ne peuvent être engagées qu'avec le consentement du procureur général.

2. (1) Les alinéas 212(1)b) et c) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

- b) attire ou entraîne une personne qui n'est pas prostituée vers une maison de débauche aux fins de rapports sexuels illicites ou de prostitution;
- c) sciemment cache une personne dans une maison de débauche;

(2) L'alinéa 212(1)f) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

- f) à l'arrivée d'une personne au Canada, la dirige ou la fait diriger vers une maison de débauche, l'y amène ou l'y fait conduire;

(3) L'article 212 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (2), de ce qui suit :

(2.1) Par dérogation à l'alinéa (1)j) et au paragraphe (2), est coupable d'un acte criminel et passible d'un emprisonnement minimal de cinq ans et maximal de quatorze ans quiconque vit entièrement ou en partie des produits de la prostitution d'une autre personne âgée de moins de dix-huit ans si, à la fois :

- a) aux fins de profit, il l'aide, l'encourage ou la force à s'adonner ou à se livrer à la prostitution avec une personne en particulier ou d'une manière générale, ou lui conseille de le faire;
- b) il use de violence envers elle, l'intimide ou la contraint, ou tente ou menace de le faire.

(4) Les paragraphes 212(3) et (4) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

Consentement du procureur général

Infraction grave — vivre des produits de la prostitution d'une personne âgée de moins de dix-huit ans

L.R. ch. 19 (3^e suppl.), art. 9

Presumption	(3) Evidence that a person lives with or is habitually in the company of a prostitute or lives in a common bawdy-house is, in the absence of evidence to the contrary, proof that the person lives on the avails of prostitution, for the purposes of paragraph (1)(j) and subsections (2) and (2.1).	(3) Pour l'application de l'alinéa (1)j) et des paragraphes (2) et (2.1), la preuve qu'une personne vit ou se trouve habituellement en compagnie d'un prostitué ou vit dans une maison de débauche constitue, sauf preuve contraire, la preuve qu'elle vit des produits de la prostitution.	Présomption
Offence in relation to prostitution of a person under the age of eighteen years	(4) Every person who, in any place, obtains or attempts to obtain, for consideration, the sexual services of a person who is under the age of eighteen years or who that person believes is under the age of eighteen years is guilty of an indictable offence and liable to imprisonment for a term not exceeding five years.	(4) Est coupable d'un acte criminel et passible d'un emprisonnement maximal de cinq ans quiconque, en quelque endroit que ce soit, obtient ou tente d'obtenir, moyennant rétribution, les services sexuels d'une personne qui est âgée de moins de dix-huit ans ou qu'il croit telle.	Infraction concernant la prostitution d'une personne âgée de moins de dix-huit ans
Presumption	(5) For the purposes of subsection (4), evidence that the person from whom the sexual services were obtained or attempted to be obtained was represented to the accused as being under the age of eighteen years is, in the absence of evidence to the contrary, proof that the accused believed, at the time the offence was alleged to have been committed, that the person was under the age of eighteen years.	(5) Pour l'application du paragraphe (4), la preuve que la personne de qui l'accusé a obtenu des services sexuels ou a tenté d'en obtenir lui a été présentée comme ayant moins de dix-huit ans constitue, sauf preuve contraire, la preuve que l'accusé croyait, au moment de l'infraction présumée, qu'elle avait moins de dix-huit ans.	Présomption
Criminal harassment	3. Section 231 of the Act is amended by adding the following after subsection (5):	3. L'article 231 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (5), de ce qui suit :	25
Criminal harassment	(6) Irrespective of whether a murder is planned and deliberate on the part of any person, murder is first degree murder when the death is caused by that person while committing or attempting to commit an offence under section 264 and the person committing that offence intended to cause the person murdered to fear for the safety of the person murdered or the safety of anyone known to the person murdered.	(6) Indépendamment de toute préméditation, le meurtre que commet une personne est assimilé à un meurtre au premier degré lorsque celle-ci cause la mort en commettant ou en tentant de commettre une infraction prévue à l'article 264 alors qu'elle avait l'intention de faire craindre à la personne assassinée pour sa sécurité ou celle d'une de ses connaissances.	Harcèlement criminel
Factors to be considered	4. Section 264 of the Act is amended by adding the following after subsection (3):	4. L'article 264 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (3), de ce qui suit :	35
Factors to be considered	(4) Where a person is convicted of an offence under this section, the court imposing the sentence on the person shall consider as an aggravating factor that, at the time the offence was committed, the person contravened	(4) Le tribunal qui détermine la peine à infliger à une personne déclarée coupable d'une infraction prévue au présent article est tenu de considérer comme circonstance aggravante le fait que cette personne, en commettant l'infraction, enfreignait :	Circonstance aggravante
	(a) the terms or conditions of an order made pursuant to section 161 or a recognizance entered into pursuant to section 810 or 810.1; or	a) une condition d'une ordonnance rendue en vertu de l'article 161 ou une condition	45

(b) the terms or conditions of any other order or recognizance made or entered into under the common law or a provision of this or any other Act of Parliament or of a province that is similar in effect to an order or recognizance referred to in paragraph (a).

d'un engagement contracté dans le cadre des articles 810 ou 810.1;

b) une condition d'une ordonnance rendue ou une condition d'un engagement contracté au titre de la common law ou en vertu de la présente loi, d'une autre loi fédérale ou d'une loi provinciale, qui a des effets semblables à ceux de l'ordonnance ou de l'engagement visé à l'alinéa a).

Reasons

(5) Where the court is satisfied of the existence of an aggravating factor referred to in subsection (4), but decides not to give effect to it for sentencing purposes, the court shall give reasons for its decision.

(5) Dans la détermination de la peine, le tribunal qui décide de ne pas tenir compte de la circonstance aggravante prévue au paragraphe (4) est tenu de motiver sa décision.

5. Section 268 of the Act is amended by adding the following after subsection (2):

5. L'article 268 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (2), de ce qui suit :

Excision

(3) For greater certainty, in this section, "wounds" or "maims" includes to excise, infibulate or mutilate, in whole or in part, the labia majora, labia minora or clitoris of a person, except where

(3) Il demeure entendu que l'excision, l'infibulation ou la mutilation totale ou partielle des grandes lèvres, des petites lèvres ou du clitoris d'une personne constituent une blessure ou une mutilation au sens du présent article, sauf dans les cas suivants :

(a) a surgical procedure is performed, by a person duly qualified by provincial law to practise medicine, for the benefit of the physical health of the person or for the purpose of that person having normal reproductive functions or normal sexual appearance or function; or

a) une opération chirurgicale qui est pratiquée, par une personne qui a le droit d'exercer la médecine en vertu des lois de la province, pour la santé physique de la personne ou pour lui permettre d'avoir des fonctions reproductives normales, ou une apparence sexuelle ou des fonctions sexuelles normales;

(b) the person is at least eighteen years of age and there is no resulting bodily harm.

b) un acte qui, dans le cas d'une personne âgée d'au moins dix-huit ans, ne comporte pas de lésions corporelles.

Consent

(4) For the purposes of this section and section 265, no consent to the excision, infibulation or mutilation, in whole or in part, of the labia majora, labia minora or clitoris of a person is valid, except in the cases described in paragraphs (3)(a) and (b).

(4) Pour l'application du présent article et de l'article 265, ne constitue pas un consentement valable le consentement à l'excision, à l'infibulation ou à la mutilation totale ou partielle des grandes lèvres, des petites lèvres ou du clitoris, sauf dans les cas prévus aux alinéas (3)a) et b).

1992, c. 21, s. 9

6. (1) Subsection 486(2.1) of the Act is replaced by the following:

6. (1) Le paragraphe 486(2.1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Testimony outside court room

(2.1) Notwithstanding section 650, where an accused is charged with an offence under section 151, 152, 153, 155 or 159, subsection 160(2) or (3), or section 163.1, 170, 171, 172,

(2.1) Par dérogation à l'article 650, lorsqu'une personne est accusée d'une infraction prévue aux articles 151, 152, 153, 155 ou 159, aux paragraphes 160(2) ou (3) ou aux

1992, ch. 21, art. 9

Exclusion

173, 210, 211, 212, 213, 266, 267, 268, 271, 272 or 273 and the complainant or any witness, at the time of the trial or preliminary inquiry, is under the age of eighteen years or is able to communicate evidence but may have difficulty doing so by reason of a mental or physical disability, the presiding judge or justice, as the case may be, may order that the complainant or witness testify outside the court room or behind a screen or other device that would allow the complainant or witness not to see the accused, if the judge or justice is of the opinion that the exclusion is necessary to obtain a full and candid account of the acts complained of from the complainant or witness.

(2) Section 486 of the Act is amended by adding the following after subsection (2.1):

(2.11) Where the judge or justice is of the opinion that it is necessary for the complainant or witness to testify in order to determine whether an order under subsection (2.1) should be made in respect of that complainant or witness, the judge or justice shall order that the complainant or witness testify pursuant to that subsection.

(3) Subsection 486(2.2) of the Act is replaced by the following:

(2.2) A complainant or witness shall not testify outside the court room pursuant to subsection (2.1) or (2.11) unless arrangements are made for the accused, the judge or justice and the jury to watch the testimony of the complainant or other witness by means of closed-circuit television or otherwise and the accused is permitted to communicate with counsel while watching the testimony.

(4) Subsection 486(3) of the Act is replaced by the following:

(3) Subject to subsection (4), where an accused is charged with

(a) an offence under section 151, 152, 153, 155, 159, 160, 170, 171, 172, 173, 210, 211, 212, 213, 271, 272, 273, 346 or 347,

articles 163.1, 170, 171, 172, 173, 210, 211, 212, 213, 266, 267, 268, 271, 272 ou 273 et que le plaignant ou un témoin est, au moment du procès ou de l'enquête préliminaire, soit âgé de moins de dix-huit ans, soit capable de communiquer les faits dans son témoignage tout en pouvant éprouver de la difficulté à le faire en raison d'une déficience mentale ou physique, le juge qui préside le procès ou le juge de paix peut ordonner que le témoin ou le plaignant témoigne à l'extérieur de la salle d'audience ou derrière un écran ou un dispositif qui permet au témoin ou au plaignant de ne pas voir l'accusé s'il est d'avis que cela est nécessaire pour obtenir du témoin ou du plaignant qu'il donne un récit complet et franc des faits sur lesquels est fondée l'accusation.

(2) L'article 486 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (2.1), de ce qui suit :

(2.11) Le juge ou le juge de paix est toutefois tenu, s'il estime qu'il lui est nécessaire d'entendre le témoin ou le plaignant pour se faire une opinion, d'utiliser les dispositifs prévus au paragraphe (2.1) pour le témoignage de cette personne.

(3) Le paragraphe 486(2.2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(2.2) Le témoin ou le plaignant ne peut témoigner à l'extérieur de la salle d'audience en vertu des paragraphes (2.1) ou (2.11) que si la possibilité est donnée à l'accusé ainsi qu'au juge ou au juge de paix et au jury d'assister au témoignage par télévision en circuit fermé ou par un autre moyen et si l'accusé peut communiquer avec son avocat pendant le témoignage.

(4) Le paragraphe 486(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(3) Sous réserve du paragraphe (4), le juge ou le juge de paix peut rendre une ordonnance interdisant de publier ou de diffuser de quelque façon que ce soit l'identité du plaignant ou celle d'un témoin ou des renseignements qui permettraient de la découvrir lorsqu'une personne est accusée de l'une des infractions suivantes :

Same procedure for opinion

R.S., c. 19 (3rd Supp.), s. 14(1)

Condition of exclusion

R.S., c. 23 (4th Supp.), s. 1

Order restricting publication

Audition du témoin ou du plaignant

L.R. ch. 19 (3^e suppl.), par. 14(1)

Conditions de l'exclusion

L.R. ch. 23 (4^e suppl.), art. 1

Ordonnance limitant la publication

(b) an offence under section 144, 145, 149, 156, 245 or 246 of the *Criminal Code*, chapter C-34 of the Revised Statutes of Canada, 1970, as it read immediately before January 4, 1983, or

(c) an offence under section 146, 151, 153, 155, 157, 166 or 167 of the *Criminal Code*, chapter C-34 of the Revised Statutes of Canada, 1970, as it read immediately before January 1, 1988,

the presiding judge or justice may make an order directing that the identity of the complainant or of a witness and any information that could disclose the identity of the complainant or witness shall not be published in any document or broadcast in any way.

Limitation

(3.1) An order made under subsection (3) does not apply in respect of the disclosure of information in the course of the administration of justice where it is not the purpose of the disclosure to make the information known in the community.

R.S., c. 19 (3rd Supp.), s. 16

Evidence of complainant or witness

7. Section 715.1 of the Act is replaced by the following:

715.1 In any proceeding relating to an offence under section 151, 152, 153, 155 or 159, subsection 160(2) or (3), or section 163.1, 170, 171, 172, 173, 210, 211, 212, 213, 266, 267, 268, 271, 272 or 273, in which the complainant or other witness was under the age of eighteen years at the time the offence is alleged to have been committed, a videotape made within a reasonable time after the alleged offence, in which the complainant or witness describes the acts complained of, is admissible in evidence if the complainant or witness, while testifying, adopts the contents of the videotape.

Coming into force

8. This Act or any provision thereof, or any provision of the *Criminal Code* as amended or enacted by this Act, comes into force on a day or days to be fixed by order of the Governor in Council.

a) une infraction prévue aux articles 151, 152, 153, 155, 159, 160, 170, 171, 172, 173, 210, 211, 212, 213, 271, 272, 273, 346 ou 347;

b) une infraction prévue aux articles 144, 145, 149, 156, 245 ou 246 du *Code criminel*, chapitre C-34 des Statuts révisés du Canada de 1970, dans sa version antérieure au 4 janvier 1983;

c) une infraction prévue aux articles 146, 151, 153, 155, 157, 166 ou 167 du *Code criminel*, chapitre C-34 des Statuts révisés du Canada de 1970, dans sa version antérieure au 1^{er} janvier 1988.

5

10

(3.1) L'ordonnance prévue au paragraphe (3) ne s'applique pas relativement à la communication de renseignements dans le cours de l'administration de la justice si la communication ne vise pas à renseigner la collectivité.

20

7. L'article 715.1 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

715.1 Dans des poursuites pour une infraction prévue aux articles 151, 152, 153, 155 ou 159, aux paragraphes 160(2) ou (3) ou aux articles 163.1, 170, 171, 172, 173, 210, 211, 212, 213, 266, 267, 268, 271, 272 ou 273 et qui aurait été commise à l'encontre d'un plaignant ou d'un témoin, selon le cas, alors âgé de moins de dix-huit ans, un enregistrement magnétoscopique réalisé dans un délai raisonnable après la perpétration de l'infraction reprochée et le montrant en train de décrire les faits à l'origine de l'accusation est admissible en preuve s'il confirme dans son témoignage le contenu de l'enregistrement.

L.R. ch. 19 (3^e suppl.), art. 16

Témoignages

8. La présente loi ou telle de ses dispositions, ou des dispositions du *Code criminel* modifiées ou édictées par elle, entre en vigueur à la date ou aux dates fixées par décret.

Entrée en vigueur